Depuis la fin des années 1980, le réchauffement climatique est l'un des sujets majeurs traités par le journaliste et écrivain Sylvestre Huet. Il vient de publier *Le GIEC Urgence climat. Le rapport incontestable expliqué à tous. Les chiffres, les menaces, les solutions des scientifiques*[1], avec une préface de Jean Jouzel, paléoclimatologue et membre du bureau du GIEC[2] de 2002 à 2015. Nous lui sommes reconnaissants d'en avoir commenté le contenu au cours d'un entretien avec Michèle Leduc, membre du Comité d'orientation et de programmation de la revue *Diasporiques*. Ce livre s'inscrit de façon particulièrement intéressante dans la série des réflexions engagées par la revue sur le concept de responsabilité.

L'urgence climatique demeure minimisée

Un entretien avec Sylvestre Huet

Sylvestre Huet : Mon premier article où apparaît l'expression *Changement climatique*, dans son sens actuel de « provoqué par nos émissions de gaz à effet de serre », remonte à 1987, un an avant la création du GIEC. Cela permet de mesurer l'ancienneté de cette question dans l'espace public. Pourtant l'une des raisons m'ayant poussé à écrire ce livre fut de constater que ce que fait le GIEC – comment il fonctionne et le contenu de ses productions – demeurent largement inconnus du public et de nombreux décideurs. Des décideurs qui probablement ne lisent même pas les synthèses en quelques dizaines de pages que les rédacteurs des rapports leur destinent. Il ne suffit pas que l'on trouve l'acronyme GIEC jusque sur les affiches du métro pour dissiper cette ignorance largement répandue.

Le cœur de mon livre est une explicitation des rapports des trois groupes de travail du GIEC, publiés en 2021 et 2022, et qui sont synthétisés dans un rapport d'une centaine de pages publié le 20 mars 2023. Celui du groupe 1 est consacré à la physique du climat : comment le climat a été, est et sera fonction de nos émissions des gaz à effets de serre. Celui du groupe 2 concerne les conséquences du changement climatique pour les sociétés, pour les écosystèmes naturels et pour l'agriculture, ainsi que leurs possibilités d'adaptation. Celui du groupe 3 porte sur l'atténuation de ce changement climatique si l'on parvient à maîtriser les émissions de gaz à effet de serre. Passer des 10 000 pages de ces rapports aux 267 pages de mon livre supposait des choix. Je les ai faits en étant guidé par une démarche journalistique : hiérarchiser les informations et sélectionner les plus importantes compatibles avec la longueur disponible.

[1] Éditions Tallandier 2023, 267 pages, 19,90 €.
[2] Groupe d'experts inter-gouvernemental sur l'évolution du climat créé en 1988.

DES CONNAISSANCES DÉSORMAIS BIEN ÉTABLIES

Michèle Leduc : Quel est le degré de fiabilité des expertises du GIEC ?

S. H. : Les trois rapports ont été établis à partir de l'analyse de 66 000 articles scientifiques publiés dans des revues à comités de lecture, tous cités en références. Le socle des connaissances ainsi expertisées est monumental ! Les auteurs du GIEC ont été des centaines à se répartir ce travail d'expertise et à valider les connaissances sur lesquelles s'appuyer pour élaborer une politique climatique nouvelle. Depuis 32 ans que le GIEC fait ce travail, ce qu'il avait écrit dans son premier rapport a été amplement confirmé et précisé par les observations recueillies depuis lors.

M. L. : Quelles sont les principales alarmes, quel est leur impact attendu sur les êtres humains et sur la planète ?

S. H. : D'après le rapport du groupe 1, doubler la teneur en gaz à effet de serre de l'atmosphère conduirait à une élévation de la température moyenne de la planète de l'ordre de 2°C, une prévision déjà établie dans le rapport de 1990. Or nous en sommes à une élévation de 1,2°C par rapport au début du XXe siècle. Et il y a aujourd'hui une grande différence avec le rapport de 1990 qui affirmait en substance : « *On va* observer un changement climatique » : le groupe 1 dit aujourd'hui que ce changement climatique *est* observé, avec des conséquences visibles sur les moyennes des températures planétaires, sur les écosystèmes, la végétation, la faune

sauvage ou les productions agricoles. On mesure les risques pour les êtres humains, tels des événements météorologiques extrêmes dont des vagues de chaleur mortifères de 2003 ou 2022 en Europe de l'Ouest, ou la mousson catastrophique au Pakistan de l'été 2022 qui a tué près de 2000 personnes, détruit ou endommagé 30 millions de logements, des milliers de kilomètres de routes, des ponts, des cultures et amputé les cheptels de plusieurs centaines de milliers d'animaux. Et il est établi que la fréquence de telles moussons va encore considérablement augmenter.

M. L. : Comment gérer l'ampleur des menaces sur les sociétés humaines que fait peser ce changement climatique ?

S. H. : D'après le rapport du groupe 2, ses conséquences, en termes de sécurité alimentaire et de capacité à vivre dans des conditions

décentes, sont beaucoup plus lourdes que l'effort qu'il faudrait faire pour les limiter. Autrement dit, il est beaucoup plus risqué de continuer à utiliser sans limites les énergies fossiles – le gaz, le charbon, le pétrole – et de provoquer en conséquence un changement climatique maximal que de faire les efforts nécessaires pour réduire l'usage de ces énergies qui constituent 80 % de l'énergie utilisée aujourd'hui par l'humanité. Que peut-on faire pour parvenir à un tel renversement de comportement était bien la question posée au GIEC dès 1988 par les gouvernements.

PEUT-ON GÉRER LES INÉGALITÉS MONDIALE EN TERMES D'ACCÈS A L'ÉNERGIE ?

M. L. : Le rapport du groupe 3 du GIEC évoque la sobriété en matière d'utilisation de l'énergie, pour ne pas parler de sa décroissance. Comment concevoir de telles solutions quand il y a des pays très pauvres pour qui, comme vous le soulignez, c'est le contraire de la sobriété qui devrait être à l'ordre du jour ?

S. H. : Depuis la signature de la « Convention Climat » par l'ONU en 1992, les émissions de gaz à effet de serre ont atteint près de soixante milliards de tonnes par an en équivalent CO_2. En 1992, les énergies fossiles représentaient 80 % de l'énergie utilisée par l'humanité, depuis lors cette part n'a pas évolué. À quoi sont-elles utilisées ? Parfois à des fins utiles certes mais aussi pour créer d'immenses fortunes, notamment pour les multinationales du pétrole ou pour les États qui en sont producteurs.

Lorsque la consommation d'énergie par habitant est faible, il y a un rapport presque proportionnel entre l'énergie utilisée par les populations et leurs conditions de vie. En revanche tel n'est pas le cas dans les pays riches. Ainsi la consommation d'énergie par habitant (et donc les émissions de gaz à effet de serre) des États-Unis est-elle nettement supérieure à celle de l'Union européenne sans que cela se traduise par des indices de développement humain (santé, éducation, sécurité…) en faveur des Américains. La Convention Climat de 1992 avait bien précisé que limiter le changement climatique ne devait pas s'opposer aux politiques destinées à sortir de la grande pauvreté les populations des pays les moins développés. Des politiques qui ne pourront bien sûr qu'augmenter la consommation d'énergie. Et comme il s'agira essentiellement d'énergies fossiles, les émissions de gaz à effet de serre ne pourront que s'élever. C'est pourquoi la Convention stipulait que les pays développés devraient diminuer *immédiatement* leurs émissions. Une diminution qui n'a pas eu lieu ou, plus précisément, qui s'est faite à un rythme si lent qu'elle n'a pas du tout compensé les augmentations prévues et réalisées dans les pays pauvres. Le résultat est mesurable : le total des émissions a augmenté de 54 % entre 1992 et 2020.

TRENTE ANS POUR RIEN, VRAIMENT ?

M. L. : L'opinion publique semble bien avoir pris conscience aujourd'hui du danger, en particulier chez les jeunes. Y voyez-vous le

début d'une marche générale vers la sobriété de nos sociétés privilégiées ? Pourquoi alors votre résumé provoquant : *Trente ans pour rien ?*

S. H. : Les pays riches, il y a 30 ans, n'ont pas engagé les politiques sévères mais nécessaires de restriction volontaire de l'usage massif des énergies fossiles, et ceci pour des raisons d'ordre politique, économique, social, mais aussi parfois idéologique et culturel. Elles touchent au cœur du fonctionnement de ces sociétés à caractère capitaliste, notamment au fait que les entreprises privées sont gérées en visant un rendement maximal des capitaux investis comme premier critère des choix de production et d'investissement. Un PDG qui se mettrait à ne plus retenir cet objectif serait très vite débarqué par les actionnaires.

Cette question n'est pas directement abordée par le groupe 3 du GIEC… En revanche, son rapport traite de la sobriété en relation avec les inégalités sociales en y voyant une articulation décisive. On y découvre un consensus presque curieux des économistes du monde entier pour affirmer qu'une société trop inégalitaire ne peut pas avoir une bonne politique pour le climat. La raison en est double. D'une part les niveaux très élevés de consommation d'énergie par les couches les plus fortunées de la société représentent un volume d'émission considérable ; d'autre part ces niveaux constituent une sorte de modèle pour les classes moyennes et pauvres, l'exemple de ce que permet la réussite, en étalant sous leurs yeux la consommation sans limites des plus riches, suscitant l'envie pour tout ce que cela autorise et un fort sentiment d'injustice.

Environ 10 % de la population mondiale utilise de l'ordre 45 % du total de ses ressources contre 13 % pour la moitié la plus pauvre. Ces pourcentages peuvent être traduits en valeur absolue pour bien comprendre l'intensité du problème. 10 % de la population mondiale, c'est environ 800 millions de personnes, parmi lesquelles environ 160 millions d'Européens. On est très loin des super-riches – les multimilliardaires sont très peu nombreux. Mais on est loin aussi également des millionnaires ou des multimillionnaires. Comment obtenir de ces presque 800 millions de personnes des comportements de consommation sobres, c'est-à-dire comprenant des renonciations volontaires à des consommations très émettrices de gaz à effet de serre, alors que leurs revenus ou patrimoines permettent d'y accéder ? Or ces comportements seraient nécessaires pour atteindre les objectifs fixés par la Convention Climat de l'ONU.

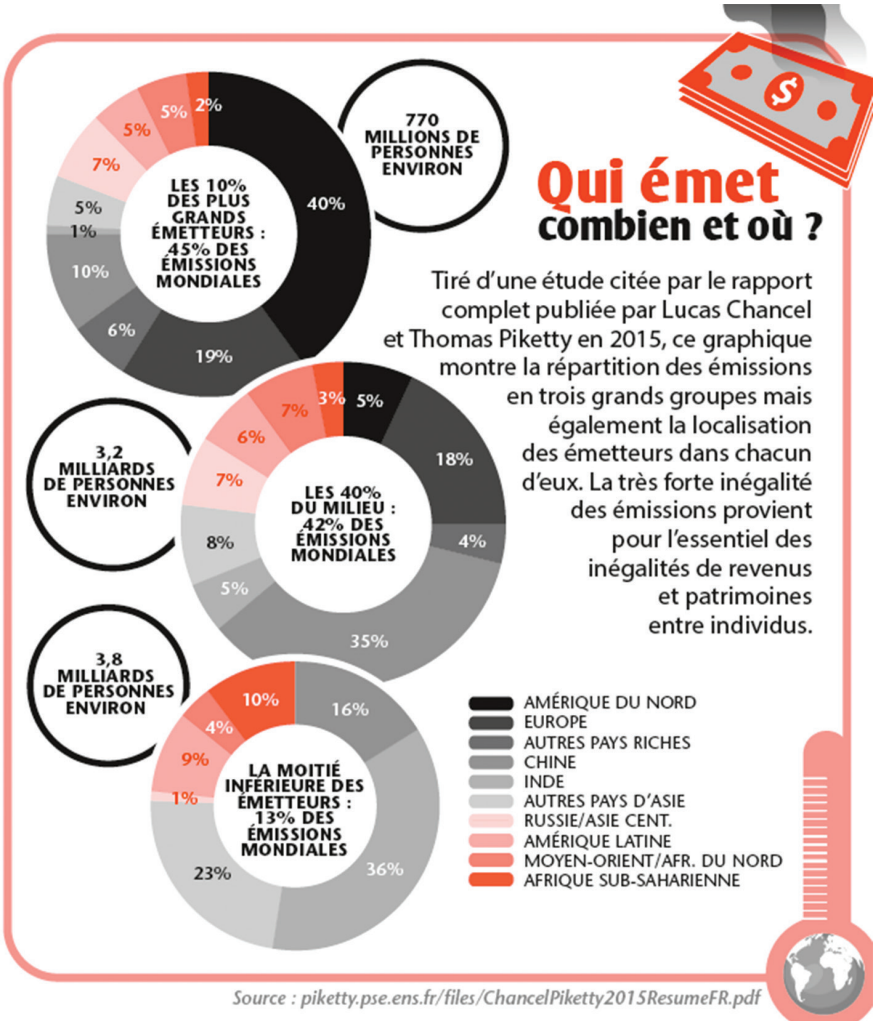
C'est pourquoi le rapport du groupe 3 affirme que, pour avoir une politique climatique efficace, il faudrait diminuer les inégalités sociales car c'est la condition pour obtenir cette acceptation de la part de ces quelque 800 millions de personnes de la sobriété nécessaire. Selon lui, cette diminution des inégalités devrait résulter non pas de l'augmentation des revenus des catégories les moins aisées mais essentiellement de l'amputation des grandes fortunes. Le rapport évoque même une *taxe sur la richesse absolue*, donc sur le patrimoine et pas seulement un impôt sur les revenus. Il est remarquable que cette proposition provienne d'un consensus d'experts… Mais le rapport

est muet sur les mécanismes socio-économiques qui produisent ces inégalités et donc sur ce qui pourrait permettre de les détruire. On touche là les limites de l'exercice demandé au GIEC : faire une synthèse de la littérature scientifique.

LE POIDS DU GASPILLAGE ÉNERGÉTIQUE

M. L. : La sobriété requise des sociétés riches – sans même parler de décroissance – ne suppose-t-elle pas aussi de repenser nos comportements de gaspillage et de consommation qu'on peut juger inutiles au bien-être ?

S. H. : Le groupe 3 du GIEC analyse très justement le rôle considérable de la publicité. Elle y est décrite comme ce qui persuade les consommateurs de la nécessité d'acquérir des objets dont ils n'ont en réalité, et en particulier les plus riches, nul réel besoin. Toutefois, le rapport se contente



Qui émet combien ? Philippe Peltier, in Le GIEC. Source : Chancel et Piketty, cité en référence par le rapport du groupe 3 du GIEC (2022).

d'invoquer les sciences du comportement, à travers la psychologie sociale, sans faire de propositions pour sortir de cette situation. Ce n'est pas une surprise de voir toute l'analyse du rôle néfaste de la publicité conduite dans le rapport disparaître du résumé pour décideurs : ce n'est pas étonnant si l'on songe au rôle que les économistes et les dirigeants d'entreprises lui attribuent. Envisager son éradication sort du cadre de pensée opérationnelle de la société capitaliste qui est à la base de la formation universitaire des économistes de toute la planète. Comme de celle de la majorité de nos dirigeants politiques.

RESTE-T-IL UN ESPOIR ?

M. L. : Partagez-vous la conclusion récente, très pessimiste, de l'économiste Dennis Meadows, ancien membre du club de Rome, qui a modifié ses prédictions au fil du temps et ne croit plus aujourd'hui qu'on puisse encore redresser la situation ? Faudrait-il une révolution anticapitaliste mondiale pour sauver le climat ?

S. H. : Partons simplement des résultats scientifiques analysés par le GIEC. Il est absolument nécessaire d'obtenir une diminution rapide et puissante du volume des émissions de gaz à effet de serre liées à l'usage des énergies fossiles. Cela devrait devenir l'objectif prioritaire de la plupart des décisions économiques – micro-économiques des consommateurs, un peu moins micro-économiques des petites entreprises, macro-économiques des grandes multinationales et des gouvernements.

En ce qui concerne les individus, le GIEC affirme que, sans une politique de diminution majeure des inégalités sociales, il sera très difficile de mettre en œuvre des politiques climatiques inspirées par une volonté de sobriété. S'agissant des entreprises, leurs actionnaires (individuels, fonds de pensions, banques…) réclament toujours que le rendement maximal des capitaux investis soit le premier critère pris en compte pour les gérer et pour nommer leurs dirigeants. Dans ce contexte, l'objectif de restriction des émissions de gaz à effet de serre n'est évidemment pas prioritaire !

M. L. : Pourtant beaucoup d'entreprises, dans tous les domaines de l'activité économique, affichent une volonté de se « verdir ». Et si l'on se concentre sur la question de l'énergie, les entreprises de l'énergie fossile ne vont-elles par finir par être concurrencées par d'autres types d'entreprises produisant de l'énergie « décarbonée » ? Ce qui autoriserait à être un peu plus optimiste ?

S. H. : Si l'objectif des entreprises privées qui font des panneaux solaires et des éoliennes avait été de décarboner le plus vite possible le mix énergétique, on en aurait beaucoup plus. Et on aurait aussi beaucoup plus de nucléaire, c'est connu depuis trente ans. En réalité, les capitaux privés qui sont investis dans ces entreprises produisent certes des objets qui servent à décarboner l'économie, mais uniquement si cela rapporte assez d'argent aux capitaux qui les soutiennent. Et c'est parce que le différentiel de rentabilité par rapport aux énergies fossiles n'était pas suffisamment en faveur des énergies

décarbonnées qu'il a fallu les subventionner massivement par des deniers publics. On peut habiller la stratégie des entreprises avec des discours en faveur du climat, cela ne change finalement pas grand-chose : si cela ne rapporte pas assez d'argent, on arrête !

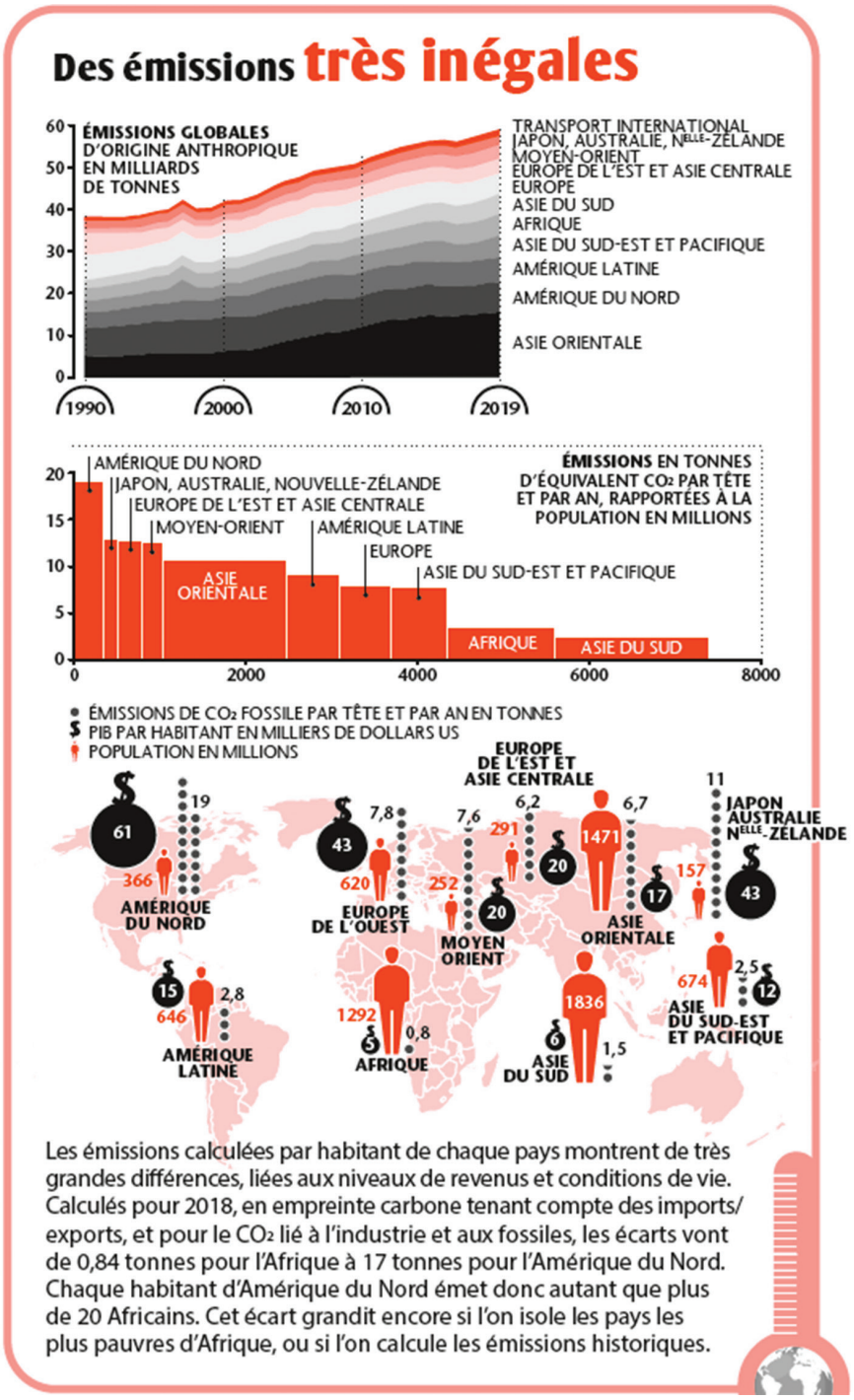
M. L. : Mais il peut y avoir des incitations de l'État ou de l'Union européenne, il y en a d'ailleurs…

S. H. : Bien sûr ! Autrement dit, il faut une politique publique qui vienne compenser le fait que l'objectif prioritaire, même pour des éoliennes ou des panneaux photovoltaïques, reste le rendement maximal possible des capitaux investis et non pas les conséquences climatiques de l'activité de l'entreprise. En réalité, le seul espoir dans un tel système socio-économique est que les activités favorables au climat deviennent plus rentables pour les capitaux que celles qui lui sont défavorables. Le raisonnement des économistes et des dirigeants politiques qui se situent dans ce cadre consiste donc à modifier les règles du jeu économique, notamment par des politiques fiscales, des soutiens publics, des réglementations, des quotas… afin que les décisions fondées sur la recherche du profit rejoignent les impératifs climatiques. Est-ce que ces modifications seront suffisantes ou faudra-t-il changer carrément de société ? C'est une rude question, à laquelle le GIEC ne répond pas parce que ce n'est pas à la littérature scientifique d'y répondre, mais à la société.

LE RÔLE SOUHAITABLE DES INSTITUTIONS POLITIQUES

S. H. : Venons-en donc à la responsabilité des décideurs : les gouvernements et les pouvoirs publics, que ce soit au niveau d'une commune, d'un département, d'une région, d'un État, de l'Union européenne, etc. Comment faire pour que l'objectif premier devienne la diminution des émissions de gaz à effet de serre, et non pas la croissance du PIB ou la puissance géopolitique du pays ? Certes depuis les accords de la Convention Climat, il y a des politiques publiques qui visent ici ou là, plus ou moins efficacement, avec plus ou moins de sincérité, à diminuer les émissions de gaz à effet de serre. Mais comment se fait-il que les politiques aient été si timides, avec des résultats aussi minces ? On aurait pu, par exemple, avoir, pour les échanges économiques internationaux, des politiques de droits commerciaux, de douanes, visant à avoir le moins possible d'émission de gaz à effet de serre (c'était l'une des recommandations du rapport de 1990 du GIEC, le seul où l'on trouve des recommandations). On aurait pu avoir des politiques de décarbonation des systèmes électriques, parce qu'on en avait les moyens techniques, en faisant de l'hydraulique, du nucléaire, de l'éolien, du solaire, de la géothermie ; de l'économie de consommation avec la rénovation énergétique des bâtiments pour un contrôle thermique efficace. Il eût suffi pour cela que les politiques cessent de voir l'énergie avant tout comme un moyen de puissance géopolitique et d'augmentation du PIB, sans se poser de questions sur les conséquences climatiques d'une telle politique.

M. L. : Il semble que l'opinion publique commence à prendre conscience que le problème du climat est très sérieux. Que vous pensez-vous du rôle des jeunes que la question passionne, de certaines actions



Des émissions très inégales. Philippe Peltier, in Le GIEC. Source : Résumé pour décideurs du rapport du groupe 2 du GIEC (2022).

spectaculaires entreprises pour secouer l'opinion, des gens qui s'enchaînent ou manifestent dans les musées ?

S. H. : Si des citoyens considèrent que ce genre d'actions peut être efficace, je ne vais surtout pas les dissuader de les engager. Avoir conscience du risque du climat est évidemment la première étape. Mais cette conscience ne sert à rien si elle ne débouche pas sur l'étape suivante : que faire ? Il faut que cette conscience évolue jusqu'à la revendication des bonnes politiques à mettre en œuvre. Par exemple je n'ai jamais vu de manifestations, ces quarante dernières années, réclamant une politique très ambitieuse de transports en commun décarbonés en banlieue parisienne. Il aurait fallu une politique d'urbanisme et d'aménagement du territoire permettant de densifier les habitations, de rapprocher travail et domicile, de privilégier les petits commerces plutôt que les gros, et surtout de mettre en place des transports en commun permettant à des millions de personnes de faire presque tout sans voiture. Tout le réseau express qu'on est en train de construire, avec le plus gros chantier souterrain d'Europe, en grande banlieue, aurait dû être entrepris il y a au moins 40 ans ! Le plus urgent et le plus efficace concerne des décisions structurelles sur les infrastructures. Mais pour que cela devienne une revendication du peuple vis-à-vis du pouvoir politique, il faut un niveau de connaissances techniques, scientifiques et aussi sociologiques que nous n'avons pas encore.

LA RESPONSABILITÉ DES MEDIAS

M. L. : Quelle est, selon vous, la responsabilité du monde des médias dans l'information en la matière ? On se souvient, il y a vingt ans, de journalistes faisant débattre des climatosceptiques aux noms réputés avec des représentants du GIEC en les présentant comme aussi crédibles les uns que les autres !

S. H. : Dès les années 1990 on a certes vu des journalistes prendre au sérieux l'information scientifique, et donner les informations tirées des rapports du GIEC. Mais le plus souvent ces informations étaient confinées dans des espaces rédactionnels consacrés aux sciences ou à l'environnement, alors que manquait la relation avec les autres espaces de l'information : l'économie, la politique, ou même la culture. Les éditorialistes de tous bords se réjouissaient avant tout de la conjoncture économique si elle était positive et si les carnets de commande de Renault, de Peugeot ou d'Airbus étaient bien remplis. Ils sont restés hermétiques pendant des décennies à la nécessité d'établir une relation entre ces informations économiques jugées positives et les questions climatiques. Les rédactions fonctionnaient en silos, sans mettre autour de la même table tous les services (l'international, l'économie, les sciences, l'environnement, la culture). Lorsque je tenais la rubrique « science » à *Libération*, presque tous mes collègues du service économique ignoraient aussi bien les articles de science économique relatifs au climat que la synthèse qu'en faisait le GIEC.

NOTRE RESPONSABILITÉ VIS-À-VIS DES PAYS PAUVRES

M. L. : La situation semble ne guère avoir changé : à ma connaissance, la dernière COP sur le climat a suscité peu de commentaires de la part des journalistes. Certes, puisqu'il fallait un consensus international, les résultats ont été limités. Mais il y a eu une avancée sur des compensations à donner aux pays en développement. Qu'en pensez-vous ?

S. H. : C'est le principal problème du dossier climat : la géopolitique. Les plus responsables du changement climatique sont les riches, les principales victimes seront les pauvres. Soit parce qu'ils vivent dans une région qui sera particulièrement impactée, comme les paysans du delta du Nil dont le territoire va être submergé par la mer. Soit parce que, plus on est pauvre, individuellement ou collectivement, moins on a la capacité de se protéger d'un aléa climatique, ce qui implique de l'anticiper, de s'y préparer, puis de mobiliser des moyens techniques, donc financiers, pour y faire face. Cette inégalité fondamentale du changement climatique sera la source de la tension géopolitique majeure du XXIe siècle.

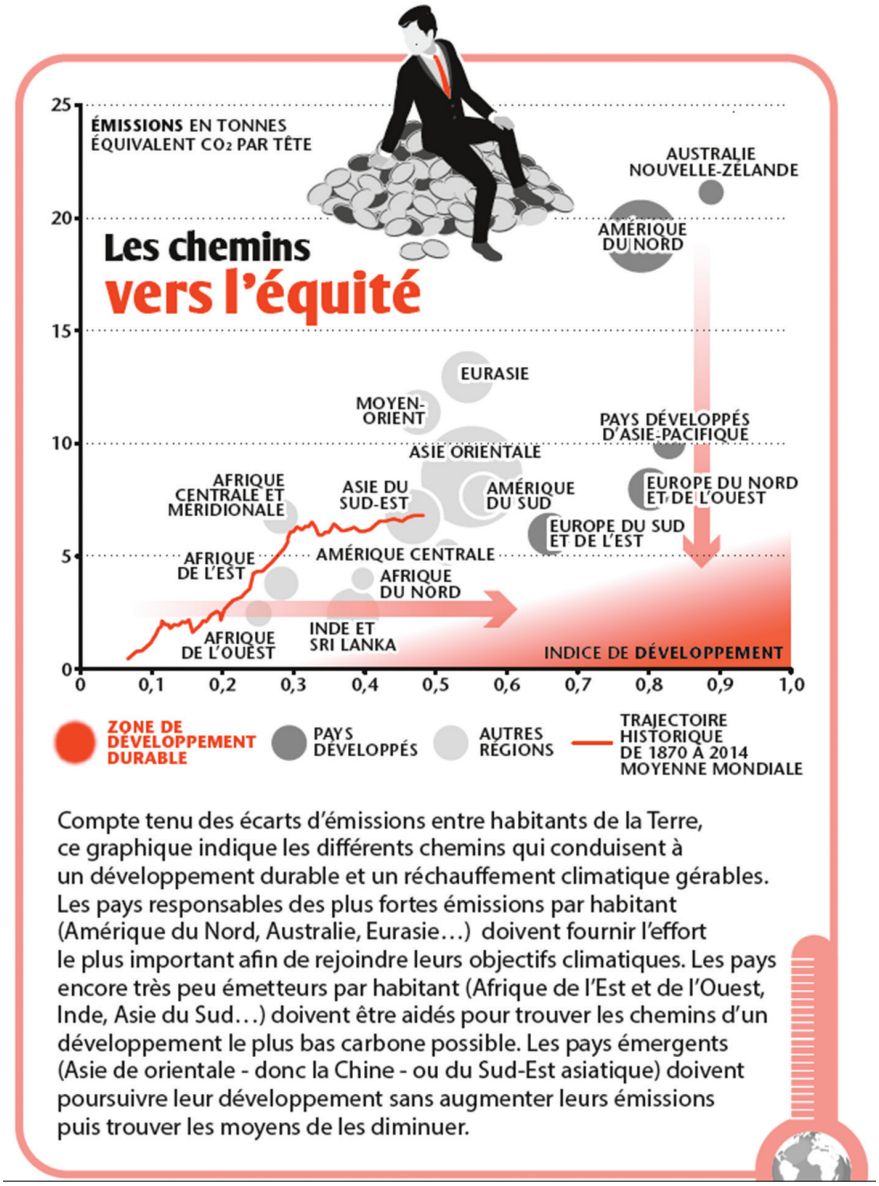
Comme on peut ajouter en outre que c'est avec la révolution industrielle, et donc l'usage de l'énergie fossile, que des pays riches ont dominé, exploité, voir conquis et imposé leurs forces militaires dans les pays pauvres, on peut comprendre que le sentiment anti-pays occidentaux et anti-pays riches dans les pays les plus pauvres soit un ressort extrêmement puissant. Un avant-goût en a été donné à la COP de Charm-El-Cheikh en novembre 2022, lorsque le Premier ministre pakistanais a lancé aux représentants des pays riches : « La mousson catastrophique qui a touché mon pays, vous en êtes responsables. Donc, vous devez payer pour réparer les dégâts ». La COP a bien créé un fonds pour prendre en charge de telles réparations mais il reste encore théorique. Tout cela peut susciter ou légitimer n'importe quelle action violente.

Le cœur du sujet est bien la question : comment aider les populations des pays pauvres à accéder à des conditions de vie décentes ? C'est très clair qu'aujourd'hui, dans notre monde, il y a peut-être entre deux et quatre milliards de personnes dont on ne peut pas dire qu'elles ont des conditions de vie de cette nature. Sans parler de ces 800 millions de personnes qui ont faim.

Nourrir, fournir des logements et des écoles à tout le monde, cela réclame beaucoup d'énergie. Si l'on veut que cela ne se traduise pas par une explosion des émissions de gaz à effet de serre, il y a deux conditions impératives à réunir. La première est de diminuer massivement les émissions dans les pays riches en décarbonant le plus rapidement possible les mix électriques et énergétiques de ces pays. La deuxième est d'aider ces populations pauvres à accéder à des conditions de vie décentes en utilisant des moyens techniques et organisationnels qui seront les moins émetteurs possibles de gaz à effet de serre. Les pays riches devraient ainsi fournir aux pays pauvres des connaissances assorties de moyens financiers et de formations, les aidant à développer des urbanismes et des architectures les moins carbonés

possible, parce que c'est maintenant que se construisent les mégapoles notamment en Afrique, en Asie ou en Amérique latine. Si nous ne le faisons pas, comme l'aspiration à une vie meilleure est énorme dans ces populations, elles agiront avec ce qu'elles ont sous la main, c'est-à-dire du gaz, du charbon et du pétrole, tant qu'il y en aura…

Bref il est urgent pour nous de les aider à accéder autrement à des conditions de vie décentes. Sinon le changement climatique sera maximal et ses conséquences en termes de risques ne manqueront pas, entre autres, d'exacerber les tensions géopolitiques de façon explosive.



Les chemins vers l'équité. Philippe Peltier, in Le GIEC. Source : Résumé technique du rapport du groupe 3 du GIEC (2022).